



Présentation de la Province de l'Ontario

Avril 2018

© DG Trésor

L'Ontario est le moteur économique et financier du Canada. La province entretient des liens économiques forts avec les États-Unis qui est de loin son premier partenaire international. L'économie ontarienne continue de bénéficier d'un taux de change favorable et de la reprise américaine en 2017, lui permettant d'afficher un taux de croissance du PIB réel de 2,7% en 2017. L'Ontario a contribué pour 39% au PIB canadien en 2017 et son chômage se situe à 5,5% au mois de février 2018. Au Canada, l'Ontario est le deuxième partenaire de la France, après le Québec, pour les échanges commerciaux.



© 2001. Her Majesty the Queen in Right of Canada, Natural Resources Canada.
 Sa Majesté la Reine du chef du Canada, Ressources naturelles Canada.



Présentation générale

L'Ontario, moteur économique et financier du Canada

38,5% de la population active du Canada

PIB nominal (2017):
816,3 MdCAD
(39% du PIB du Canada)

PIB/hab (2017) :
57 512 CAD

Décomposition du PIB :

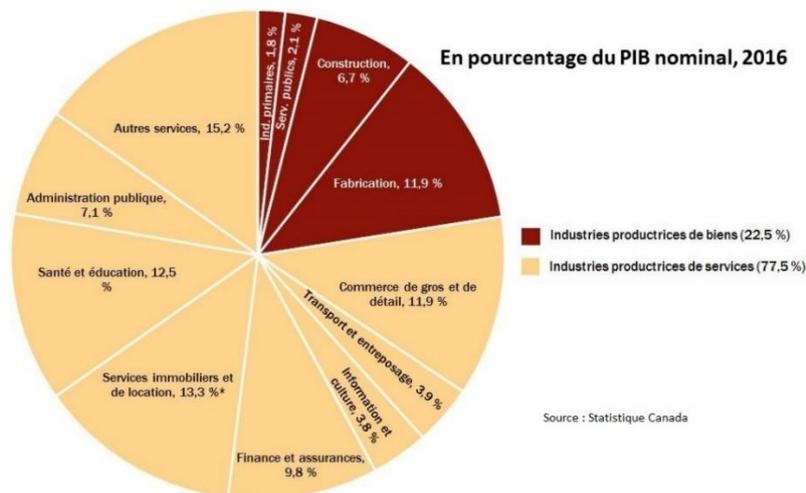
Services : **77,5%**

Biens : **22,5%**

(Dont fabrication : **11,9%**
Et construction **7,5%**)

L'Ontario est la province la plus peuplée du Canada (14,2 M d'habitants), représentant 38,7% de la population à l'échelle fédérale. Toronto est la plus grande agglomération avec 6,3 M d'habitants. 1 Canadien sur 4 vit à Toronto ou à moins de deux heures de route de la métropole. Le dynamisme de la province la propulse au 1^{er} rang de destination de l'immigration (103 000 entrées en 2017 (estimation), soit environ 37% de l'immigration canadienne). 1 Ontarien sur 3 est né à l'étranger.

L'Ontario est le moteur économique et financier du Canada avec un PIB nominal de 816,3 MdCAD en 2017 (39% du PIB canadien) et un PIB par habitant de 57 512 CAD. Les services dominent l'économie ontarienne. En 2016, ils représentent 77,5% du PIB réel contre 22,5% pour les biens. La ventilation du PIB de la province est la suivante :



La capitale provinciale, Toronto, se place au 7^{ème} rang des places financières dans le monde. Elle est au 3^{ème} rang pour les échanges d'actions en Amérique du Nord. Elle abrite la Bourse de Toronto, dont la capitalisation boursière est la neuvième au monde et la 1^{ère} place mondiale pour le financement par actions du secteur minier (90% des actions du secteur). Les services financiers représentent 10% du PIB réel en 2016. Toronto abrite les quartiers généraux de cinq des six plus grandes banques du Canada.



**Perspectives
économiques**

Croissance PIB réel
(2017) : **2,7%**
(Canada **3,0%**)

PIB réel 2018e : **2,2%**
(Canada : **2,2%**)

Chômage Ontario (fév 2018):
5,5%
(Canada **5,8%**)

Une croissance modérée, tirée par la demande intérieure et la reprise américaine

La croissance du PIB réel de l'Ontario en 2017 s'est établie à 2,7% tandis que ce taux s'est élevé à 3,0% pour le Canada. En moyenne sur la période 2014-2017, la croissance du PIB de la province a été supérieure à celle de chaque pays du G7.

La situation de l'emploi s'améliore de façon continue avec un taux de chômage de 5,5% en février 2018 (en dessous de la moyenne nationale à 5,9%), soit un niveau très inférieur au sommet de 9,4 % enregistré au plus fort de la crise en 2009. De plus, avec plus de 7 172 000 emplois début 2018, l'économie ontarienne crée des emplois à un rythme plus soutenu que la plupart des pays de l'OCDE et a enregistré une création de près de 900 000 nouveaux emplois nets depuis 2009.

La croissance canadienne est de 3,0% en 2017. Malgré une légère appréciation du dollar canadien depuis mai 2017, le taux de change reste favorable au Canada avec un dollar canadien faible par rapport au dollar américain, stimulant les exportations de l'Ontario. Le gouvernement mise ainsi sur une croissance des exportations de 3% par an sur 2016-2019. En 2017, les exportations de l'Ontario proviennent pour 35,5% du secteur automobile et pièces automobile, pour 10,1% de la fabrication d'appareils mécaniques, et pour 9,7% du secteur métaux et pierres précieuses. De plus, l'Ontario est la province la plus intégrée dans l'économie les États-Unis, son premier partenaire commercial avec 80,2% des exportations hors Canada de la province en 2017, suivi par le Royaume-Uni (7,2%) et la Chine (1,6%). La province dispose d'un accès privilégié au marché de l'ALENA (475 M de consommateurs, 21 000 MdUSD de PIB combiné). En 2017, environ 25% des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis ont transité par le corridor de Windsor-Détroit. Le projet de nouveau *Passage International de la rivière Detroit* (opérationnel en 2020) doit permettre de répondre à l'augmentation des échanges.

L'investissement du secteur privé, les dépenses des ménages et la demande pour le logement se sont poursuivis et ont été le moteur de la croissance ontarienne. Un phénomène de bulle immobilière a été visible à Toronto en 2016 avec un prix de revente des logements en hausse de 20% sur l'année, mais le gouvernement a mis en place en avril 2017 une taxe de 15% pour les acheteurs étrangers, une taxe sur les logements vacants, un contrôle du prix des loyers sur tous les immeubles construits après 1991 et un investissement de 125 MCAD sur 5 ans pour la construction de logements abordables. Des premiers effets se font déjà ressentir sur les prix qui ont commencé à se modérer.

L'Ontario bénéficiera par ailleurs de l'initiative des **supergrappes d'innovation** lancée par le gouvernement fédéral, puisqu'il accueillera la supergrappe de la fabrication de pointe dès 2018, avec la création du pôle *Next Generation Manufacturing Canada*. Celui-ci constituera un réseau actif dans le développement de procédés technologiques dans des secteurs divers tels que l'automobile, l'acier, les produits de la filière du bois, les aliments et boissons. Ce cluster réunit 140 participants répartis entre de grands acteurs industriels. Sur 10 ans, 13,5 MdCAD de retombées économiques sont prévues et 13 500 créations d'emplois.



Politique publique

Des finances publiques en voie d'assainissement

Ratio déficit public/PIB
(2016-2017) : **0,13%**

Ratio déficit public/PIB
(2017-2018) : **N/A**

Déficit budgétaire (2016-
2017) : **991 MCAD**

Excédent budgétaire
(2017-2018) : **+600 MCAD**

Dette nette (ex 2016 -
2017) : **301,6 MdCAD**

Dette nette (ex. 2017-
2018) : **308,2 MdCAD**

Intérêt sur la dette (2017-
2018) : **281 MCAD**

Ratio dette nette/PIB
(2018) : **37,5%**

L'Ontario s'est efforcé depuis plusieurs années de maîtriser l'évolution de son ratio d'endettement public, sensiblement plus élevé que les autres provinces. En 2018, le ratio de la dette nette sur le PIB est de 37,5 %. Après un déficit budgétaire record en 2010 de 19 MdCAD (3,5% du PIB), le gouvernement libéral de Kathleen Wynne, réélu en 2014, s'était fixé pour objectif le retour à l'équilibre budgétaire pour l'exercice 2017-2018. Le budget 2017-2018 présentait de fait un excédent de 600 MCAD. Sur l'exercice 2017-2018, la dette nette toutefois a augmenté de 6,6 MdCAD sur l'exercice, du fait d'importants investissements d'infrastructure – dont seule la valeur d'amortissement annuelle est reportée comme charge. En outre, le gouvernement a présenté un budget 2018-2019 déficitaire de 6,7 MdCAD en envisageant un retour à l'équilibre budgétaire à l'exercice 2024-2025. Le gouvernement est soumis à réélection en juin 2018.

Afin de favoriser la prospérité et créer des emplois tout en maintenant un cheminement soutenable vers un budget équilibré, le budget 2017-2018 a eu pour objectif de promouvoir un climat d'affaires plus innovateur et dynamique grâce à l'investissement dans l'infrastructure. Le budget pour les investissements en infrastructure a été fixé à 134 MdCAD sur une dizaine d'années. En 2016, des fonds étaient spécialement dédiés à l'amélioration des réseaux de transport (31,5 MdCAD) et aux systèmes de traitement des eaux.

Des défis financiers majeurs subsistent : une croissance trop dépendante de la demande américaine ; des besoins d'investissements massifs dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures ; un soutien nécessaire à l'industrie (automobile notamment), un prix élevé de l'électricité.

Aspects sectoriels

Automobile, finance, TIC, sciences de la vie, agriculture et mines

Répartition du PIB (2016):

Industries productrices de
services : **77,5 %**

Industries productrices de
biens : **22,5 %**
(dont Fabrication, 11%)

L'Ontario est la 1^{ère} région productrice de voitures en Amérique du nord avec près de 2,4 millions d'automobiles produites, 127 000 emplois directs et 20% du PIB du secteur de la fabrication dans la province. La main-d'œuvre hautement qualifiée est une source d'avantage compétitif pour la province, qui accueille 12 usines d'assemblage de constructeurs américains et japonais (GM, Ford, Chrysler, Toyota et Honda principalement) et 700 fournisseurs de pièces. En raison de son importance pour l'économie ontarienne, le secteur automobile a fait l'objet en 2009 d'un plan de soutien conjoint des gouvernements fédéral et provincial en phase avec les États-Unis (prise de participation et aide à la restructuration financière).

Particulièrement affecté en 2009 par le ralentissement de l'économie mondiale, le secteur bénéficie aujourd'hui de la reprise cyclique des ventes de véhicules légers, tant sur le marché américain que canadien. Le secteur automobile reste le principal poste d'exportation, avec 35,5 % du total des exportations en 2017.

Finance : Les services financiers en Ontario comptent 365 000 emplois directs et représentent près de 10% du PIB provincial. Toronto est la 2^{ème} place financière d'Amérique du Nord. La Bourse de Toronto (TSX) occupe le 1^{er} rang mondial pour la cotation boursière du secteur minier. 5 plus grandes banques et les 3 principales sociétés d'assurance canadiennes ont basé leur siège social à Toronto. Le système bancaire canadien est l'un des plus stables au monde selon le classement établi annuellement par le Forum économique mondial.



TIC : La province occupe le 1^{er} rang au Canada et le 3^{ème} rang en Amérique du Nord en termes du nombre d'entreprises du secteur (20 000) en 2017. Le secteur emploie plus de 280 000 personnes, soit 50% des emplois dans les TIC du Canada. Toronto est le plus grand centre d'activités au Canada pour les communications, la culture et les médias. Le secteur a été fragilisé (difficultés financières de l'entreprise BlackBerry ; faillite du géant Nortel en 2009, employant 5 000 chercheurs), mais de nombreuses entreprises ont renforcé leur implantation en Ontario. La région de Waterloo-Kitchener se distingue par son pôle technologique de pointe. L'Université de Waterloo est considérée comme l'un des meilleurs établissements d'enseignement et de recherche en science informatique et en mathématiques d'Amérique du Nord. Google Canada a inauguré en 2016 le nouveau siège national de son pôle de développement à Kitchener.

Sciences de la vie : L'Ontario domine le secteur des sciences de la vie à travers les industries pharmaceutiques (Johnson & Johnson, Novartis, GlaxoSmithKline) et de génériques, et la conception-développement de vaccins (campus « Connaught » de Sanofi Pasteur, qui emploie 1100 chercheurs). L'Ontario possède 24 hôpitaux de recherche qui emploient 18 000 chercheurs et qui investissent 1,4 milliard de dollars en R&D par an. Le secteur pharmaceutique de la province emploie environ 27 500 personnes, représentant environ 55 % de l'emploi pharmaceutique canadien en 2017.

Agriculture : L'Ontario possède plus de la moitié des terres agricoles de « haute qualité » (« classe 1 ») du Canada. Le secteur génère le quart des revenus agricoles du Canada. La production de la province est diversifiée et comprend l'élevage de volailles, porcs, bovins laitiers et à viande, la fabrication de produits laitiers, la culture de soja, maïs, céréales, blé et orge, ainsi que de fruits, légumes et fleurs.

Mines : L'Ontario se classe parmi les 10 principaux producteurs mondiaux de métaux du groupe des platineux, de nickel et de cobalt, et parmi les 20 principaux producteurs d'or, de cuivre, de zinc et d'argent. Le secteur représente 80 000 emplois directs et indirects (soit ¼ de l'emploi minier au Canada). L'Ontario est la première province en termes de production minière avec une valeur de 10,6 MdCAD en 2016.

Implantation française

L'Ontario, une des priorités de la France

En 2017, la valeur des biens de l'Ontario importés par la France s'est établie à 739,6 MCAD (réacteurs, aéronefs et engins spatiaux, préparations pharmaceutiques) soit 21% des exportations canadiennes vers la France (en 2^{ème} position), alors que la valeur des biens exportés par la France vers l'Ontario a été estimée à 2,4 MdCAD (52% des importations canadiennes depuis la France) composées principalement de médicaments, hélicoptères aéronefs et engins spatiaux, et de boissons et alcools. Il existe donc un fort excédent commercial en faveur de la France. La France est le 12^{ème} partenaire commercial de l'Ontario.

On dénombre environ 200 sociétés françaises en Ontario dont une centaine de sièges sociaux pour le Canada (sur 500 filiales françaises établies au Canada). Elles sont notamment présentes dans l'industrie (aéronautique, équipements automobiles, sidérurgie, semi-produits, transports urbains, environnement, énergie, biotechnologies, agroalimentaire), dans les services (services financiers, conseil, hôtellerie, services aux collectivités, systèmes informatiques) et dans les biens de consommation. Plus de 125 restaurants français ou assimilés sont en activité à Toronto.

La présence française est particulièrement dynamique dans le secteur des transports urbains et ferroviaires, où plusieurs entreprises françaises ont récemment signé de



grands contrats avec des collectivités territoriales (notamment Alstom, Thales et Keolis). Les appels d'offres dans le secteur des transports urbains et ferroviaires sont nombreux en Ontario et suivi de près par les grands groupes français. De nombreux projets de modernisation des infrastructures routières sont également suivis par les grands groupes BTP français, qui ont renforcé leur présence dans la région.

Avec un mix électrique fondé à 60% sur l'énergie nucléaire, l'Ontario est un marché important pour les experts français de ce secteur (Valinox Nucléaire, Framatome). Les grands énergéticiens français (Engie, EDF) sont également présents et participent à différents projets lancés dans le cadre de la transition énergétique de l'Ontario.

Enfin le dynamisme des TICs et de l'industrie pharmaceutique en Ontario constitue une opportunité pour les entreprises françaises de ces secteurs. Celles-ci ont renforcé leur présence ces dernières années, par voie de partenariats, d'acquisitions, ou d'investissements dans de nouvelles infrastructures.

Principales entreprises françaises en Ontario :

Secteur pharmaceutiques et médical : Sanofi-Pasteur-Itée et Sanofi Genzyme, Novocol - Septodont, Vitalaire (Air Liquide Santé), IPSEN

Industrie manufacturière: Tractel, Nexans, Arkema, Air Liquide, Saint-Gobain, Essilor, Massily, Arcelor, Atotech

Industrie agro-alimentaire : Corby (Pernod Ricard), Groupe Bonduelle, Marbour, Yoplait, Royal Canin

Industrie électrique: Schneider Electric, Sonepar, Rexel

Automobile: Faurecia, Bolloré Logistics

Construction: Freyssinet (groupe Vinci), Lafarge, Colas, Eiffage, Indigo Infra S.A., Menard SNC, Solar Wall Europe

Energie / Transports: Areva, EDF EN, Veolia, Transdev, Engie, Total

Aéronautique / Défense: Airbus, Eurocopter, Messier Dowty, Safran Electronics, Thalès, Dassault Systèmes, DCNS

Biens de consommation: L'Occitane, Givenchy, LVMH, Cartier, Hermès, SEB, Tefal, Pernod Ricard (Corby), Galderma (JV L'Oréal – Nestlé)

Télécommunications: Alcatel Lucent, Ubisoft, Axway, Syseca, Genesys, Neopost, Ingenico, Orange Business Services

Banques : BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole

Assurances : Allianz, Canadian Medical Network (assurance santé), SCOR

Médias : Publicis, Havas, Technicolor

Services : ACCOR (hôtels Novotel & Fairmont), Cap Gemini, Sodexo (12 000 employés), IPSOS et IFOP

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Ottawa.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Économique Régional d'Ottawa
Ambassade de France au Canada
42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9
Canada

Mise à jour par : Adrien Lauras

Revue par : Pierre Monigard et Pascal Helwaser

Validée par : Philippe Huberdeau

Version d'avril 2018

Sources : Statistiques Canada, Gouvernement de la Province de l'Ontario et Banque Royale du Canada